

D 604 NICARAGUA: LE PLAN 80

Six mois après le renversement de Somoza, la junte gouvernementale poursuit sa tâche de reconstruction nationale. Après avoir défini son programme politique (cf. DIAL D 552) et sa politique étrangère (cf. DIAL D 563), elle vient, en janvier 1980, de faire connaître son "Plan d'urgence et de relance économique au bénéfice du peuple", ou Plan 80.

Objectifs: augmentation de 22% du produit national brut (inférieur cependant à celui de 1978), création de 95.000 emplois (simple compensation des pertes de la guerre, pour un chômage chronique de l'ordre de 40% de la population active), investissements massifs dans la santé et l'éducation... La guerre de 1979 a causé d'énormes ravages. La situation économique et financière reste très critique.

Pour populariser le Plan 80, le ministre de la planification a édité une brochure dont nous donnons ci-dessous la première partie.

Note DIAL

QU'EST-CE QUE LE PLAN D'URGENCE ET DE RELANCE ECONOMIQUE
AU BENEFICE DU PEUPLECe que le somozisme (1) nous a légué

La dictature somoziste nous a légué un pays en situation économique de chaos. La mauvaise administration, le vol et la corruption durant près de cinquante années de dictature ont été augmentés des destructions du fait de la guerre de libération à laquelle nous avons été contraints pour pouvoir aujourd'hui édifier une patrie libre. Nous avons hérité d'un système économique - c'est-à-dire une agriculture, une industrie et une construction - pratiquement disloqué et détruit en grande partie. De plus, nous pouvons dire que nous avons hérité d'un système financier qui, par suite des manipulations de l'ancien régime, se trouvait pratiquement au bord de la faillite. La dictature nous a laissé une énorme dette extérieure de 1.641.500 dollars, qui grève lourdement les ressources dont nous pourrions disposer pour développer notre économie. Par ailleurs, l'Etat dont nous nous sommes appropriés était un appareil bureaucratique ne répondant pas aux besoins du peuple, mais à ceux de la dictature. Il s'agissait d'un appareil parfaitement incapable de répondre aux besoins d'une politique visant à satisfaire vraiment les besoins du peuple nicaraguayen.

(1) Du nom de Somoza, le président renversé le 19 juillet 1979 (NdT).

Ce que sont les objectifs du plan d'urgence

L'objectif fondamental du Plan 80, en dépit des énormes limitations et difficultés qui nous attendent, c'est l'amélioration du niveau de vie de notre peuple et la satisfaction des besoins populaires.

Nous disons aussi que l'objectif fondamental, c'est la défense et le renforcement de la révolution, car nous pensons que défendre la révolution c'est pratiquement faire la révolution, et la révolution est pratiquement faite pour satisfaire les besoins du peuple.

Le Plan 80 est le premier pas pour parvenir à une économie planifiée, c'est-à-dire une économie où tous les secteurs sont orientés dans le sens d'une coordination harmonieuse, au bénéfice des masses de notre pays.

En nationalisant les biens de Somoza et des somozistes, l'Etat est devenu, au nom du peuple, l'administrateur d'une série de propriétés. Ce secteur, que nous avons appelé Secteur de propriété du peuple, va produire les richesses qui seront distribuées socialement. En même temps, il existe un secteur privé qui, bien que ne pouvant faire l'objet d'une planification directe, peut par contre, en vertu de l'unité nationale et de sa participation au combat contre la dictature, être incité à la collaboration et à la coordination avec l'Etat de façon à ce qu'il oriente, lui aussi, ses efforts dans le sens de l'amélioration de la vie de tous les nicaraguayens. Nous pensons que le secteur privé est disposé à travailler la main dans la main avec nous dans l'effort de relance économique, et qu'il peut donc faire l'objet d'une programmation indicative, non préjudiciable à ses intérêts mais propre à subordonner les intérêts de la minorité à ceux de la majorité. Une nouvelle philosophie politique est née avec la révolution: celle qui vise à une distribution juste des richesses du pays, étant entendu que le peuple est l'axe de cette justice.

Le Plan 80 est donc un plan national qui englobe le secteur privé et qui en tient compte comme un facteur important du développement et du progrès de notre pays.

La participation populaire: une nécessité vitale pour la réussite du plan

Les experts peuvent bien tirer des plans; si le peuple n'a aucune participation et ne se rend pas compte de leur importance pour lui, ces plans ne marcheront pas; nous nous trouverons alors dans une situation tellement dramatique qu'une contre-révolution peut se faire jour. C'est pourquoi la participation du peuple est ce qu'il y a de plus important dans le plan pour relancer l'économie du Nicaragua. Seul, le peuple peut faire que les cultures poussent, que les usines tournent... et que le pays vibre sous la poussée du travail et se relève des ruines du somozisme. Nous ne devons pas croire que nous y arriverons du jour au lendemain ni attendre de la révolution une amélioration de vie qu'il lui est impossible de procurer dans l'immédiat. Cette amélioration dépend de nous, de notre travail.

Remettre en route la production, c'est l'un des objectifs déterminants ou principaux du plan

La somme de tous les biens produits (prêts à l'usage) d'un pays s'appelle le produit intérieur brut. L'objectif du plan est d'augmenter le produit intérieur brut (PIB) de 22%. Même si c'est un objectif ambitieux en fonction de ce que nous avons actuellement, il représente 9% de moins que le PIB de 1978; c'est-à-dire que pour 100 cordobas (2) produits en 1979, nous allons en produire 122 en 1980, mais comparés aux 100 cordobas de 1978, cela ne fera qu'une production de 91 cordobas.

Cette augmentation signifie que la nouvelle production du pays va augmenter et qu'il y aura donc davantage à distribuer. Mais pour que le PIB - la somme des biens produits - augmente, il faut donner de l'impulsion et de la vigueur à la production, et reconstruire les moyens de production (usines, propriétés agricoles) qui ont été détruits par la dictature somoziste.

La nouvelle planification de l'économie vise aussi à mettre un terme à l'exploitation et à la dépendance économique qui étaient traditionnelles dans notre pays.

Autre objectif du plan: augmenter le niveau de l'emploi

Sur la base d'une augmentation de la production et d'une plus grande participation des salariés à cette production, il sera possible d'élever le niveau de l'emploi. Le programme a pour objectif la création de 95.000 nouveaux postes de travail qui, essentiellement, compenseraient les réductions d'emplois qui se sont produites depuis 1977.

Depuis 1977, au Nicaragua, en raison de la crise de la dictature, quelque 80.000 personnes ont perdu leur travail. Avec la création de ces nouveaux postes de travail, cependant, le problème de l'emploi ne sera pas réglé. Au Nicaragua, il existe ce qu'on appelle un "chômage structurel", c'est-à-dire un chômage qui vient du fonctionnement même du système somoziste. Selon cette classification, nous constatons qu'il y a 164.000 chômeurs. Ce problème ne peut être réglé que si nous réservons dès maintenant une partie de ce qui est produit pour faire de nouveaux investissements qui vont créer de nouveaux postes de travail. Les personnes qui sont actuellement au travail doivent savoir que certains de leurs besoins et de leurs désirs ne pourront obtenir une satisfaction immédiate, de façon à permettre de créer les conditions d'une solution au problème du chômage structurel.

Les nouveaux emplois attendus se répartiront de la manière suivante: 45.000 nouveaux emplois dans le secteur non agricole, et 50.000 dans le secteur agricole.

Les priorités du Plan 80

La priorité sera donnée à ce qu'on appelle "la consommation sociale", c'est-à-dire les services de base tels que l'éducation et la santé, lesquels permettent plus directement une amélioration du niveau de vie du peuple. Pour chaque cordoba dépensé pour un autre type de consommation,

(2) le cordoba: monnaie du pays (NdT)

l'Etat investira 62 centimes pour l'amélioration de services permettant d'élever le niveau de vie du peuple.

Cependant, nous devons être conscients que cela ne réglera pas tous les problèmes dans l'immédiat. C'est seulement dans la mesure où la production sera relancée et augmentée, que nous pourrons compter sur les ressources nécessaires pour satisfaire les besoins de la consommation sociale. Il faut comprendre que, malgré toute notre conscience des grands besoins du peuple sur le plan social et toute notre volonté d'y répondre, nous ne pouvons pas appliquer à la consommation toutes les ressources de la production: même si cela donnait l'impression d'agissements corrects, nous perdriens en fait la capacité même de maintenir le niveau élémentaire du bien-être populaire. Si l'on finançait ces dépenses avec une simple augmentation de la quantité d'argent (en faisant fonctionner la planche à billets), nous aurions sans doute plus d'argent, mais pas plus de production. S'il y avait plus d'argent que de produits disponibles, il se produirait une augmentation incontrôlable des prix qui serait préjudiciable aux secteurs populaires car ils ont moins de pouvoir d'achat.

Le programme et les besoins du peuple

L'attention prioritaire aux produits que nous pouvons appeler ceux du "panier de la ménagère" est le principe central du programme de défense du salaire réel; c'est-à-dire que le salaire doit correspondre, avec ce qui est gagné, à la possibilité d'acheter les produits de première nécessité. Cela concerne surtout les travailleurs qui ont les revenus les plus bas.

Le contrôle de l'augmentation des prix: lutte contre l'inflation

Au cours des dernières années, nous avons pu constater combien les prix des produits augmentaient (c'est à cause de ce qu'on appelle "l'inflation"). Jusqu'en 1979, l'inflation a augmenté de telle sorte que ce qui nous coûtait avant 1 cordoba, nous coûte maintenant 1,60 cordoba; ces 60 centimes représentent l'augmentation de 60% qu'a connue le coût de la vie, c'est-à-dire le montant de l'inflation. Il faut que, pour que 1980, l'inflation soit réduite à 22%. Pour y parvenir, nous devons faire preuve d'une grande discipline. Par exemple, quand nous demandons une augmentation de salaire, nous devons savoir que si tout le monde en demande autant et l'obtient, il y aura dans le pays beaucoup d'argent qui circulera, mais il n'y aura pas suffisamment de marchandises à acheter avec l'argent disponible. Cela nous conduirait de nouveau à ce que les vendeurs spéculent sur les prix et que ceux-ci se mettent à "enfler"; au niveau du résultat, l'augmentation des salaires n'aurait servi à rien et ce sont surtout les classes laborieuses qui en subiraient les conséquences. Nous devons cependant être attentifs aux hausses de prix pratiquées par les commerçants pour gagner plus sans se soucier du bien-être du peuple.

Nous devons aussi avoir recours aux organismes que la révolution a mis en place (Comités de défense snadinistes, CST, organisations de masse) pour dénoncer la spéculation.

Conformément au programme, l'Etat va également prendre les mesures nécessaires pour maintenir ses dépenses dans le cadre du budget alimenté par les recettes du fisc, afin de ne pas s'endetter au-delà de ses possibilités réelles.

Par ailleurs, il est de la plus haute importance pour les organisations populaires de participer, sous la direction du Front sandiniste de libération nationale, aux responsabilités de mise en oeuvre du plan.

Les programmes du plan

Nous venons de voir, en termes généraux, les secteurs que recouvre le plan d'urgence et de relance économique au bénéfice du peuple. Voyons maintenant les différents programmes que renferme le plan, ainsi que les moyens de les réaliser.

Les principaux programmes de relance sont les suivants:

- programme de production agropastorale pour l'exportation;
- programme de production de céréales de base;
- programme de production industrielle;
- programme d'exportation;
- programme d'investissements;
- programme de services sociaux;
- programme de ravitaillement pour les biens de consommation

(...)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 185 F - Etranger 215 F par voie normale
(par avion, tarif sur demande selon pays)
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie CCFD
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441